

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	60	20

N° de la séance : 36

Objet de la délibération : DGA / DEAD -
Elaboration du Schéma de Cohérence
Territoriale (SCOT) modernisé valant
PCAET - Convention - Avenant n°1

<p><input checked="" type="checkbox"/> Original</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Expédition certifiée conforme à l'original <p>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</p> <p>Stéphane PINTRE</p>

N° Enregistrement : CC.2021.107

Date de la convocation :
Le 29/06/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **09 JUL. 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **09 JUL. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 05 juillet 2021

L'an deux mil vingt et un et le 05 juillet à 14h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Geneviève PIERRAT, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, David SIMPLOT, Isabelle GARCIA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Georges VAZIA à Eric CHALVIN, François ZEMA à Aline ABRAVANEL, Marie ANASSE à Christophe FONCK, Simone TORRES-FORET DODELIN à Alexia MISSANA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Catherine LANZA à Eric CHALVIN, Marc BORIOSI à Jean LEONETTI, Hassan EL JAZOULI à Eric DUPLAY, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Alain BERNARD à Marika ROMAN

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Jean-Pierre MASCARELLI, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur MION,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° CC.2008.017 du Conseil Communautaire du 5 mai 2008 par laquelle la CASA a approuvé son Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) ;

Vu la délibération n° CC.2011.063 du Conseil Communautaire du 11 juillet 2011, par laquelle la CASA a prescrit la procédure de mise en révision du SCOT ;

Vu la délibération n° CC.2013.044 du Conseil Communautaire du 18 mars 2013 par laquelle la CASA a acté l'extension du périmètre du SCOT à 8 nouvelles communes ;

Vu la délibération n° BC.2018.132 du Bureau Communautaire du 16 juillet 2018, par laquelle la CASA autorise le Président à déposer une demande de subvention auprès de la Région au titre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial (CRET) 2017 / 2019, pour la révision de son SCOT ;

Vu l'ordonnance n° 2020-744 relative à la modernisation des Schémas de Cohérence Territoriaux, visant à adapter notamment l'objet et le contenu des SCOT afin de tirer les conséquences de la création du Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable d'Egalité de Territoires (SRADDET) ; favorisant la prise en compte des enjeux de transition énergétique et climatique en prévoyant la possibilité de réaliser un SCOT tenant lieu de Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) et d'adosser au document de planification un programme d'actions mettant en oeuvre les orientations et les objectifs, par des acteurs publics ou privés ;

Vu la délibération n° CC.2020.180 du Conseil Communautaire du 5 octobre 2020, abrogeant la délibération n° CC.2011.163 du Conseil Communautaire du 11 juillet 2011 par laquelle la CASA avait prescrit la procédure de mise en révision du SCOT et prescrivant une procédure modernisée d'élaboration du SCOT valant PCAET sur le périmètre de la CASA ;

Considérant que la CASA a déposé le dossier de demande de subvention auprès de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur en date du 26 juin 2018 ;

Considérant que par délibération n° 18-722 du 18 octobre 2018, la Commission Permanente du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur a attribué une subvention de 68 000 € à la CASA au titre du CRET 2017-2019 pour cette opération ;

Considérant qu'une convention a été signée le 18 octobre 2018 entre la CASA et la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur ;

Considérant que par courrier du 10 mars 2021, la CASA a informé la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur de son souhait d'afficher dans son Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), des ambitions en matière de lutte contre le changement climatique, de qualité de l'air, de maîtrise de l'énergie et de renforcer les liens urbanisme-mobilités ;

Considérant que la CASA sollicite à ce titre auprès de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, la réactualisation du budget prévisionnel, une prorogation du délai de validité de la subvention jusqu'au 30 juin 2025, ainsi que la modification de l'objet de la convention initiale intitulée « Elaboration du Schéma de Cohérence Territoriale modernisé valant Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) » au lieu de « Révision du Schéma de Cohérence Territoriale » ;

Considérant que par délibération n° 21-220 du 23 avril 2021, la Commission permanente du Conseil Régional a approuvé les termes de l'Avenant 1 à la convention liée à cette opération entre la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et la CASA ;

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention liée à l'Elaboration du Schéma de Cohérence Territoriale modernisé valant Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant n°1 ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention liée à l'Elaboration du Schéma de Cohérence Territoriale modernisé valant Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant n°1 ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 05 juillet 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

Soutien régional à l'élaboration des Schémas de cohérence territoriale

Convention pour l'aide à la révision

du Schéma de cohérence territoriale de la Communauté d'Agglomération de Sophia-Antipolis

Convention axe 2

Dossier n° 2018-10513

Entre

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par le Président du Conseil régional Renaud MUSELIER, dûment habilité par délibération n° 18-722 du 18 octobre 2018 ;

Ci-après dénommée « la Région »,

D'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis dont le siège est situé à Hôtel de Ville, BP2205, 06606 Antibes Cedex, représentée par son président, Jean LEONETTI, dûment habilité par délibération du Conseil communautaire, en date du 16 juillet 2018 ;

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

D'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 ;

Vu le règlement financier du Conseil régional ;

Vu la délibération n°16-1054 du 16 décembre 2016 du Conseil régional approuvant les termes du Contrat régional d'équilibre territorial entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la communauté d'agglomération de Sophia-Antipolis ;

Vu la délibération n°17-475 du 7 juillet 2017 du Conseil régional approuvant le nouveau cadre régional d'intervention en faveur de la planification territoriale et des documents d'urbanisme ;

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour réaliser l'opération suivante : **Révision du Schéma de cohérence territoriale (SCoT) de la Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis**,
à réaliser par un Bureau d'Etudes dans le respect du Cahier des Charges établi par le Maître d'Ouvrage.

La présente opération se déroulera dans le respect des conditions d'intervention générales prévues par le dispositif de Soutien à l'élaboration et à la révision des Schémas de Cohérence Territoriale.

En outre, elle obéira aux conditions particulières d'exécution propres à l'opération elle-même énoncées à l'article 3 de la présente convention, suivant les éléments d'information communiqués par le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DES PARTIES

2.1 : Obligations du Bénéficiaire

Le bénéficiaire associera la Région, en tant que Personne Publique Associée, à l'ensemble du processus de révision/élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale ou Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et sollicitera le plus largement possible l'Etablissement Public Foncier en tant que Personne Qualifiée.

Le bénéficiaire s'engage à prendre en compte les territoires de projet compris dans les périmètres d'études, ainsi qu'à associer leurs représentants et les acteurs locaux tels que les conseils de développement dans le cadre d'une démarche participative de qualité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les conditions de compatibilité informatique et d'interopérabilité des systèmes d'information et à communiquer les résultats des études et à autoriser leur mutualisation via le Centre Régional de l'Information Géographique en région Provence-Alpes-Côte d'Azur (CRIGE PACA). Le bénéficiaire autorise enfin la Région à en faire usage pour ses besoins propres.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les conditions d'exécution particulières figurant ci-après à l'article 3.

En outre, le bénéficiaire s'engage à adresser à la Région, dans les meilleurs délais et en tout état de cause au plus tard dans le mois suivant la date de clôture de l'opération, le Schéma de Cohérence Territoriale ou Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé, en version numérique, avec :

- Le rapport du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête,
- La délibération d'approbation et ses éventuels rapports ou annexes.

Le bénéficiaire s'engage à mutualiser les données via le CRIGE dans les mêmes délais.

2.2 : Obligations de la Région

La Région s'engage à participer à l'ensemble des travaux relatifs au processus d'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale en tant que « Personne Publique Associée ».

La Région s'engage à faciliter l'accès du bénéficiaire aux plateformes d'observations et d'informations auxquelles elle est associée et à mettre à disposition les données utiles en sa possession.

La Région s'engage à valoriser les données d'études communiquées par le bénéficiaire dans le cadre des plateformes d'observations et d'informations auxquelles elle est associée.

ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EXECUTION PARTICULIERES

3.1 : Déroulement de l'opération

Cette opération se déroulera suivant le calendrier prévisionnel arrêté par le bénéficiaire, soit :

Novembre ou décembre 2018 : Notification du marché

Février à août 2019 : Plan d'Aménagement et de Développement Durables

Juillet 2019 à mai 2020	: Document d'Orientation et d'Objectifs
Juin 2020	: Arrêt du projet de SCoT
Juillet à décembre 2020	: Consultation PPA et enquête publique
Janvier 2021	: Approbation du SCoT

3.2 : Budget prévisionnel de l'opération

Cette opération, dont le coût total prévisionnel s'élève à 210 000 € HT sera financée suivant le budget prévisionnel établi et approuvé par le bénéficiaire, soit :

Région	68 000 €
Etat	30 000 €
Autofinancement	112 000 €
Total HT	210 000 €

3.3 : Part du cofinancement régional

Cette opération, dont le montant subventionnable correspondant au coût prévisionnel des études et contractualisé dans le contrat régional d'équilibre territorial, bénéficiera du soutien financier de la Région pour un montant maximal de **68 000 €**, représentant un taux d'intervention de **40%**, calculé sur la base du montant subventionnable de l'opération retenu par la Région à hauteur de **170 000 € HT**.

NB : les dépenses supplémentaires n'entrent pas dans le calcul de l'assiette financière éligible.

3.4 : Conditions de versement de la participation financière de la Région

Le versement de la participation financière accordée par la Région s'effectuera en deux versements sur présentation des pièces suivantes et selon les modalités précisées ci-après :

1^{er} versement de 50 % : après notification de la présente convention ;

2^{ème} versement de 50 % à réception :

- de la délibération arrêtant le projet de SCoT ou de PLUi ;
- du projet de SCoT arrêté ;
- des factures détaillées des prestataires, acquittées par le bénéficiaire.

Si les dépenses éligibles effectuées s'avèrent inférieures au montant subventionnable, le montant de la subvention sera calculé au prorata des dépenses éligibles justifiées.

3.5 : Modalités d'information du public

En cas de diffusion de documents d'information et de communication destinés au public concernant le projet subventionné par la Région, le bénéficiaire s'engage à faire état de l'aide régionale par tout moyen autorisé par l'Institution, telle l'apposition du logo régional.

3.6 : Conditions d'utilisation de la subvention

Le bénéficiaire de la subvention s'engage à utiliser les sommes attribuées et à réaliser le projet conformément à l'objet de la subvention et aux éléments décrits dans le dossier de demande de subvention présenté à la Région.

Le bénéficiaire s'engage à informer la Région par écrit, dans les meilleurs délais, de toute modification administrative le concernant (adoption de nouveaux statuts, changement de dénomination sociale, d'adresse, de RIB etc.).

Le bénéficiaire s'engage également à informer la Région par écrit, dans les meilleurs délais, de toute modification matérielle, financière ou technique du projet subventionné (date de réalisation, budget prévisionnel, etc.). Celle-ci doit être formellement acceptée par la Région.

3.7 : Non-respect par le bénéficiaire des dispositions de la convention ou du règlement financier

En cas de non-respect du délai de validité prévu par la présente convention, le bénéficiaire :

- ne peut prétendre à un quelconque versement au titre de la subvention concernée ;
- doit rembourser les sommes indûment perçues.

En cas de non-respect par le bénéficiaire de l'une des dispositions du règlement financier ou si le contrôle des pièces transmises par le bénéficiaire ou les contrôles sur place effectués par les services de la Région conduisent cette dernière à constater la non-exécution totale ou partielle du projet subventionné, le bénéficiaire :

- ne peut prétendre à un quelconque versement au titre de la subvention concernée
- doit rembourser les sommes indûment perçues.

3.8 : Date d'effet, durée et résiliation de la convention

La présente convention est exécutoire à compter de sa notification par la Région au bénéficiaire de l'aide. Elle prend fin à la transmission des documents précisés à l'article 2.1 et au plus tard 1 an et 1 mois après l'arrêt du projet du SCOT soit **le 31 juillet 2021**.

La convention peut être résiliée à l'initiative du bénéficiaire renonçant à la subvention ou de façon unilatérale et de plein droit par la Région, en cas de dissolution de la structure bénéficiaire ou lorsque les engagements visés par la présente convention ne seraient pas respectés par le bénéficiaire.

Dans ce dernier cas, cette résiliation prend effet à sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception au bénéficiaire de la subvention.

3.9 : Prorogation du délai de validité de la subvention

1- Si le bénéficiaire constate un retard dans la réalisation du projet pour lequel une subvention d'investissement lui a été attribuée, il peut demander une prorogation du délai de validité de la subvention concernée. Pour cela, il doit adresser à la Région, par écrit et en recommandé avec accusé de réception, une demande argumentée au moins quatre mois avant l'expiration du délai de validité prévu par l'acte attributif de la subvention.

2- La demande de prorogation fait l'objet d'un accusé réception par la Région. Celui-ci ne préjuge pas de la décision qui sera prise. Pour être considérée comme acceptée par la Région, la demande de prorogation doit faire l'objet d'un vote de la Commission permanente, avant l'expiration du délai de validité initialement prévu par l'acte attributif de la subvention.

3.10 : Conditions de modification de la convention

Toute modification des termes de la présente convention devra faire l'objet de l'accord de la Région par voie d'avenant.

3.11 : Modalité de contrôle

Le bénéficiaire tient à la disposition de la Région toute information nécessaire au contrôle de gestion lié à l'emploi des sommes versées par la Région. La Région peut se faire communiquer sur simple demande tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution de l'opération et faire procéder par ses délégués à toute vérification sur pièce ou sur place.

Fait à Marseille, le18/10/2018..... en 2 exemplaires ;

Pour la Région
Provence-Alpes-Côte d'Azur
Le Président



Renaud MUSELIER

Pour la Communauté d'Agglomération de
Sophia Antipolis
Le Président



Jean LEONETTI



RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Le Président

Député européen

Monsieur Jean LEONETTI
President de la Communauté d'agglomération de
Sophia Antipolis
Les Genets
449 route des Crêtes - BP 43
06901 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX

Marseille, le 23 NOV. 2018

	Attrib.	Copie	Observations
PDT			
DGS			
DGAR		X	DFI
DGAVSC			
DGA DEAD	X		24/84
DGA CV			
DAGJC			
COM			

Monsieur le Président,

Je vous prie de trouver ci-joint, à titre de notification, un exemplaire signé de la convention entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et votre organisme, concernant l'aide financière n°2018_10513, attribuée par délibération n°DEB 18-722 de l'Assemblée régionale réunie le 18 octobre 2018.

Le versement des crédits sera effectué selon les modalités et dans les conditions prévues par cette convention.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Renaud MUSELIER

PJ : Convention

Dossier suivi par : Service planification régionale et territoriale - Tél : 04 91 57 50 57

Hôtel de Région
27, place Jules-Guesde – 13481 Marseille cedex 20
téléphone 04 91 57 50 57 – télécopie 04 91 57 51 51

SOUTIEN REGIONAL A L'ELABORATION DES SCHEMAS DE COHERENCE
TERRITORIALE

CONVENTION POUR L'AIDE A L'ELABORATION DU SCOT
CONVENTION AXE 2

DOSSIER N° 2018-10513

Avenant n°1

Entre

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par le Président du Conseil régional
Monsieur Renaud MUSELIER, dûment habilité par délibération n° 21-220 du
23 avril 2021 de la Commission permanente du Conseil régional ;

Ci-après dénommée « la Région »,

D'une part,

Et

La Communauté d'agglomération de Sophia Antipolis dont le siège est situé à l'Hôtel de
Ville, BP2205, 06606 Antibes Cedex, représentée par son Président, Jean LEONETTI dûment
habilité par délibération du Conseil communautaire en date du
..... ;

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

D'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée par l'ordonnance n°2005-856 du 28 juillet
2005 et de son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001 ;

Vu le règlement financier du Conseil régional ;

Vu la délibération n°18-722 du 18 octobre 2018 de la Commission permanente du Conseil
régional approuvant la convention initiale signée des parties ;

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

annexe de la délibération n° 21-220

ARTICLE 1 : Modification de l'article 1 « Objet de la convention »

Les dispositions du premier alinéa de l'article 1 de la convention susvisée sont modifiées comme suit :

La présente convention est conclue pour réaliser l'opération suivante : **Elaboration du Schéma de cohérence territoriale (SCoT) modernisé valant PCAET de la Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis**, à réaliser par un Bureau d'Etudes dans le respect du Cahier des Charges établi par le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 2 : Modification de l'article 3 « Conditions d'exécution particulières »

Les dispositions de l'article 3 de la convention susvisée sont modifiées comme suit :

- **En son article 3.1 « Déroulement de l'opération » :**

Cette opération se déroulera suivant le calendrier prévisionnel arrêté par le bénéficiaire, soit :

Mai 2021	: Notification du marché
Décembre 2022	: Plan d'Aménagement stratégique
Juillet 2023 à mai 2024	: Document d'Orientation et d'Objectifs
Mai 2024	: Arrêt du projet de SCoT
Juin à décembre 2024	: Consultation PPA et enquête publique
Juin 2025	: Approbation du SCoT

- **En son article 3.2 « Budget prévisionnel de l'opération » :**

Cette opération, dont le coût total prévisionnel s'élève à 450 000 € HT sera financée suivant le budget prévisionnel établi et approuvé par le bénéficiaire, soit :

Région	
- dossier n°2018/10513	68 000 €
- dossier n°2019/13613	30 000 €
Etat	30 000 €
Autofinancement	322 000 €
Total HT	450 000 €

- **En son article 3.8 « Date d'effet, durée et résiliation de la convention » :**

Les dispositions du premier alinéa de l'article 3.8 de la convention susvisée sont modifiées comme suit :

La présente convention est exécutoire à compter de sa notification par la Région au bénéficiaire de l'aide. Elle prend fin à la transmission des documents précisés à l'article 2.1 et au plus tard 1 an et 1 mois après l'arrêt du projet du SCOT soit le 30 juin 2025.

ARTICLE 3 : Dispositions générales

Toutes les clauses contractuelles non contraires au présent avenant restent inchangées.

ARTICLE 4 : Prise d'effet de l'avenant

Le présent acte prendra effet à compter de sa notification par la Région.

Fait à Marseille, le

en 2 exemplaires

Pour la Région
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Pour la Communauté d'agglomération
de Sophia Antipolis

Le Président du Conseil régional

Le Président

Renaud MUSELIER

Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 05/07/2021
Numéro : CC_2021_107
Nature : DE - Deliberations
Objet : Elaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) modernisé valant PCAET - Convention - Avenant n.1
Matière : 8.8 - Environnement

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : nlbtIUg

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/07/2021
Identifiant : 006-240600585-20210705-CC_2021_107-DE

Acte reçu

Date : 05/07/2021
Numéro interne : CC_2021_107
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Elaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) modernisé valant PCAET - Convention - Avenant n.1
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210705-CC_2021_107-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_DE-006-240600585-20210705-CC_2021_107-DE-1-1_2.PDF
99_DE-006-240600585-20210705-CC_2021_107-DE-1-1_3.PDF

N